

Offre d'emploi

Chargé(e) de plaidoyer – Restitution des avoirs détournés

CDD – 10 mois (novembre 2018 à aout 2019)

Nous rejoindre

Transparency International France est la section française de la principale ONG mondiale dédiée à la lutte contre la corruption. Notre mouvement est animé par une vision : un monde dans lequel les Etats, les entreprises, la société civile et les individus seraient épargnés de la corruption dans leur quotidien. Avec plus de 100 sections à travers le monde et un secrétariat international basé à Berlin, nous conduisons le combat contre la corruption pour faire de cette vision une réalité.

L'affaire des « Biens mal acquis », relative au patrimoine français de plusieurs chefs d'Etats étrangers, et notre mobilisation sur les projets de lois qui ont suivi le choc de l'affaire Cahuzac, ont notamment montré notre capacité à porter dans le débat public le thème de la lutte contre la corruption, en France et à l'étranger.

A travers notre action, nous souhaitons contribuer à sortir par le haut de la crise de confiance qui mine aujourd'hui la démocratie française et le vivre ensemble. Cette question de la confiance dans les institutions, la parole publique et les acteurs économiques est au cœur de nos plaidoyers : sur la transparence du lobbying, sur la prévention des conflits d'intérêts, sur la protection des lanceurs d'alerte ou encore sur l'indépendance de la justice.

Missions

Depuis 2007, Transparency France est partie civile dans plusieurs affaires de corruption à grande échelle visant plusieurs dirigeants africains et leurs entourages, soupçonnés d'avoir amassé des biens mal acquis en France pour une valeur de plusieurs millions d'euros (connue en France comme l'affaire des "Biens Mal Acquis". Ces procédures ont eu un écho énorme en France et à l'étranger et ont contribué à sensibiliser sur la corruption transnationale et son impact sur le développement. Au mois de juin 2017, s'est tenu à Paris le procès de Teodorin Nguema Obiang (TNO), fils du Président de la Guinée Equatoriale et vice-Président de ce pays. Accusé de blanchiment par les juges français, il a été condamné en première instance et ses biens confisqués.

Un des objectifs poursuivis par Transparency France est la restitution des biens au bénéfice des populations victimes. Nous avons déjà publié un rapport dans lequel nous avons fait des propositions visant à adapter le cadre français à la restitution des avoirs. Le/la chargé(e) de plaidoyer aura pour objectif de susciter un débat public en France autour de la proposition et préparer la révision de la directive européenne sur le gel des avoirs ; ainsi que d'organiser une conférence internationale sur les modalités concrètes de la restitution.

Missions principales

- Mener des actions de plaidoyer dirigées vers les principaux décideurs publics français visant à susciter le débat législatif autour d'une proposition de loi en vertu de laquelle les sommes confisquées ne seraient plus transférées au budget de l'Etat français (organisation de rendez-vous parlementaires, actions de lobbying, suivi des rendez-vous parlementaires et avec les principaux ministères concernés).
- Organisation d'une conférence internationale sur le thème de la restitution des avoirs (rédaction et publication des actes)
- Participer (et éventuellement intervenir) à des conférences au niveaux national et international pour veiller à la diffusion de notre proposition sur la restitution des avoirs
- Participer, avec d'autres sections du réseau TI, à la mise en place d'une stratégie au niveau européen en vue de la révision en 2019 de la directive sur le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime, et plaider pour un cadre juridique adapté pour la restitution des avoirs au niveau européen
- Participation aux activités d'un groupe de travail sur le thème de la restitution des avoirs avec d'autres sections de Transparency International (rendez-vous à Bruxelles)
- Valorisation de la proposition de TI auprès du grand public et des décideurs à travers la participation à la création de campagnes de communication ciblées (vidéos, papiers de position)
- Organiser des rencontres au niveau national visant à la mobilisation des parties prenantes (ONG, institutions) en vue de la réunion du groupe de travail de l'UNCAC sur la restitution des avoirs tout au long de l'année.

Profil recherché/ Qualités requises

Niveau d'expérience : Titulaire d'un diplôme Bac+5 ou d'une expérience équivalente en droit (droit international, droit communautaire, droits de l'homme, lutte anti-corruption, lutte anti-blanchiment, etc.), sciences politiques, développement international.

- Bonne connaissance et intérêt prononcé pour le sujet de la restitution des avoirs détournés
- Connaissance de l'environnement institutionnel et associatif français et européen sur les enjeux de développement et anti-corruption
- Sens de la diplomatie
- Rigueur et excellent sens de l'organisation
- Solide rédactionnel
- Grande autonomie
- Capacité à s'exprimer avec confiance devant les principales parties prenantes (internes et externes)
- Capacité d'animation de réunion de parties prenantes
- Anglais indispensable (très bon niveau oral et écrit)
- Une première expérience réussie en coordination de projet est un plus

Conditions du poste :

- CDD (10 mois) à temps plein basé à Paris 10^e
- Démarrage en novembre 2018
- Rémunération entre 2300 et 2600 euros bruts selon expérience

- Prise en charge mutuelle (50%), transports (50%) et forfait repas
- Déplacements fréquents en France et à l'étranger

*Merci d'envoyer vos CV et lettre de motivation à l'attention de Marina Yung, à l'adresse :
recrutement@transparency-france.org*
